L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI, 26 SEPTEMBRE 1855.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUFOUR.
E. DUVERGNE. S. HARDY.
Rue de Chartres, No 109, entre St Louis et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 26 SEPTEMBRE.

Le bureau et l'imprimerie de l'Abeille sont actuellement au No 109, rue de Chartres, entre Conti et St Louis.

ETAT DES PARTIS.

Un des écrivains politiques les plus éminents de la Louisiane et même des Etats-Unis est incontestablement M. Gayarré. Né dans cet Etat à une époque où la population américaine ne s'y était pas encore portée, homme de langue française, par conséquent, il est parvenu à force d'étude et de persévérance, à parler et à écrire l'anglais mieux que la grande majorité de nos compatriotes du Nord. Il s'y exprime avec une facilité extraordinaire, et la plume à la main il ne manque jamais de déployer une rare élégance unie à une énergie qui révèle la sève généreuse de la pensée et la maturité du jugement.

Sa dernière brochure—*Adress to the people of Louisiana on the state of parties*—est une de ses meilleures œuvres. M. Gayarré y défend les principes du parti américain et il le fait avec une hauteur de vues et une indépendance d'opinion qui recommandent son opuscule à tous les esprits éclairés. Comme c'est un des documents les plus importants qui aient paru jusqu'à ce moment, nous croyons devoir l'analyser non dans l'intérêt d'un parti—puisque nous nous tenons en dehors de tous les partis—mais pour établir les points fondamentaux de l'Américanisme. Cette brochure ne manque pas d'à-propos dans les circonstances actuelles, et offrira sans doute quelque intérêt à nos lecteurs, américains et démocrates, qui suivent les péripéties de la lutte électorale.

M. Gayarré fait précéder sa défense de l'Américanisme d'un preambule assez long qui est loin d'être inutile. Les partis naissent comme les dynasties, et sur leurs ruines s'élèvent de nouveaux partis; ces vicissitudes ne sont pas le résultat du caprice populaire ou de la fantaisie ou de l'œuvre de quelques ambitieux. De pareilles révolutions indiquent que les besoins de la nation ne sont plus les mêmes. Les éléments de transformation s'accumulent peu à peu et lorsque l'heure du changement a sonné, les matériaux sont là sous la main du peuple qui les emploie à la construction d'un nouvel édifice politique.

Un coup-d'œil rétrospectif sur les causes qui ont amené la dissolution du whiggisme et sur celles qui, à cette heure, minent sourdement la démocratie, fera comprendre, dit M. Gayarré, combien était inévitable la soudaine organisation du parti americain. Dans le principe, il y avait veritablement lutte entre deux doctrines, celle des whigs et celle des démocrates. Les whigs, plus souvent vaincus que vainqueurs, s'avisèrent d'emprunter à leurs adversaires quelques uns des principes qu'ils avaient jusqu'alors combattus. Il en resulta une confusion qui empêcha de distinguer l'ancienne ligne de séparation, bien que celle-ci fut rigoureusement maintenue en apparence. Mais les partis combattaient plus que pour s'assurer les emplois publics; ils etaient livrés aux chefs qui les exploitaient dans un intérêt personnel. Le peuple, plein de dégoût, résolut de mettre fin à cette odieuse comédie. A la dernière élection presidentielle, il y avait, au lieu de partis sérieux, deux factions qui s'imposaient aux masses et cherchaient à les assouplir à une discipline tyrannique. On a vu alors, entre autres exemples de cette dégradation politique, un Etat libre, un Etat souverain, à la merci d'un petit nombre de démagogues et d'intriguants; on a vu une grande ville commerciale se debattre vainement sous la mortelle étreinte d'une administration corrompue. Si nous n'avons pas succombé, c'est que la Providence ne l'a pas voulu.

Nous avons beaucoup souffert, parce que le mérite et le talent ont été sacrifiés aux plus vils instincts de la nature humaine, parce que nous avons permis que le pays fût la proie d'avides demagogues. Un empereur a autrefois nommé son cheval consul de Rome; ici des ânes sont parvenus aux premiers emplois de l'Etat, et on a envoyé au Congrès ainsi qu'à l'étranger des ministres, qui avaient de très pauvres titres. Telle a été la source des maux profonds dont la societé américaine est affligée. Il suffit aujourd'hui d'être une place pour devenir suspect aux yeux des honnêtes citoyens. On sait le rôle que joue l'argent dans nos dernières élections, et combien aussi il était puissant dans le choix des candidats au sein des conventions chargées de ce soin.

M. Gayarré trace ici un tableau de [illegible] personne n'osera contester [illegible] Nous ne pourrions le reproduire sans en affaiblissant les principaux traits: nous aimons mieux renvoyer le lecteur à la brochure. L'auteur ajoute en parlant du parti democrate en Louisiane: depuis plusieurs années dirige par une méchante oligarchie devant laquelle on vient arriver à quelque chose force de s'humilier. Ces eunuques de l'intelligence exigent une soumission absolue à leur volonte et une complète abnégation d'independance. Quant à la ville, elle est ruinee par des taxes excessives et se trouve en etat de banqueroute. Les paroisses se plaignent aussi. Les derniers publics sont gaspillés. Sur $320,000 de terres marecageuses qui ont ete vendues les dépenses se sont élevées à environ $300,000! Plus de [illegible] ont ete dépensées en frais d'impression.

Vu la situation où nous nous trouvons après plus de quarante ans de whiggisme ou de democratie. Ces deux partis renfermaient encore des hommes honorables, généreux, eclaires et patriotes, mais ils etaient effacés par de chetifs ambitieux. Il y a plus, les partis eux-mêmes, au lieu de se donner pour mission comme autrefois d'éclairer le peuple, ne songeaient qu'à capter les suffrages de la multitude au moyen de la corruption. Le jour où ils consentirent d'acheter l'appui de votans indigènes ou naturalisés, ils ont envoyé leurs emissaires ramasser dans tous les villages une cohorte d'etrangers pour les mener aux polls, ce jour-là a été décisif et un coup fatal a ete porté aux deux partis. Il est si vrai que vous trouverez bien encore des defenseurs des principes whigs et démocratiques, mais fort peu du parti whig ou du parti démocrate tels qu'ils sont maintenant constitués. Ces partis ont dégénéré. Jefferson lui-même, s'il revenait au monde s'eloignerait avec dégoût de la démocratie de nos jours.

L'état de choses que l'auteur de la brochure signale à la Louisiane existe, dit-il, à des degrés divers dans les autres Etats. Le gouvernement général est tout aussi gangrene. Acclamé à son avénement, deux années ont suffi pour lui faire perdre tout prestige. Aujourd'hui c'est comme s'il n'existait pas.

Le temps etait évidemment venu de former un nouveau parti. L'influence excessive de l'element étranger, le système de fraude, de corruption et d'intimidation mis en pratique à chaque election, et enfin l'élévation aux charges publiques d'hommes tout-à-fait indignes de confiance, constituaient un danger auquel il fallait nécessairement mettre un terme. Il devenait donc urgent de faire appel au patriotisme du peuple americain, de ceux qui ont hérité du legs glorieux que leur ont fait leurs pères à la date du 4 juillet 1776.

M. Gayarré ayant ainsi établi la nécessité d'un nouveau parti, entreprend la défense de ce parti. Mais nous ne pouvons le suivre aujourd'hui sur ce terrain. Nous continuerons dans un prochain numéro l'analyse de sa brochure.

Candidats.—Le parti américain à Lafourche a désigné MM. T. Harang et le colonel Jos. S. Williams comme candidats pour représenter la paroisse à la chambre, et M. H. M. Thibodeaux, de la paroisse Terrebonne, comme candidat pour le sénat en remplacement du colonel Philip B. Key.

M. Peter Alexander a été nommé par les Américains de Tensas comme candidat pour représenter cette paroisse à la législature.

Les Américains ont désigné M. Lewis Taylor comme candidat pour représenter au Sénat le district composé des paroisses Avoyelles et Rapides.

Les démocrates de la paroisse Union ont désigné le major Moore comme candidat pour les représenter à la Chambre.

Cour Suprême.—La Cour Suprême, siégeant à Opelousas, s'est ajournée le 17 de ce mois, après avoir pris connaissance d'un grand nombre d'affaires. Les juges sont partis pour Alexandrie.

TEXAS.

Nous avons reçu hier des journaux du Texas jusqu'au 22 septembre. Il ne règne point de maladies à Galveston. A Houston, au contraire, l'état sanitaire est loin d'être satisfaisant: du 15 au 20 de ce mois 21 décès, presque tous causés par la fièvre jaune, y ont eu lieu.

Un fils de M. McGee a été surpris par les Indiens et massacré, sur les bords du Cibolo, à environ quinze milles de San Antonio: un de ses amis qui l'accompagnait a pu se sauver.—Toute la frontière du Sud-Ouest du Texas est livrée aux déprédations des sauvages.

Quarantaine.—Le conseil de ville de Washington, dans la paroisse Ste Marie, a décrété et mis rigoureusement à exécution le réglement de la quarantaine.

Sucre et mélasse.—Le *Patriote* des Opelousas nous apprend que près 3,000 boucauts de sucre et environ 2,500 barils de mélasse, destinés au marché de la Nouvelle Orléans, ont été reçus à Washington par des barges venant du Bayou Bœuf.

Baton Rouge.—Les journaux de Baton Rouge nous apprennent que les nouveaux cas de fièvre jaune sont très rares dans cette ville. Ils croient que la maladie disparaîtra bientôt.

Jackson.—Il y a eu quelques cas de fièvre jaune à Jackson, dans cet Etat, ainsi que deux décès, mais aux dernières dates il n'existait plus de traces de la maladie et l'état sanitaire de la ville était des plus satisfaisants.

La fièvre jaune au Nord.—Nous avons annoncé l'autre jour que la fièvre jaune avait fait son apparition à Fair Haven, dans le Connecticut. Nous voyons maintenant que ce bruit est démenti par les journaux du Nord.

Restaurant de Bordeaux.—M. P. Pujols annonce aujourd'hui dans nos colonnes qu'il fera mardi prochain, 2 octobre, l'ouverture d'un restaurant rue des Champs Elysées, No 5, en face du chemin de fer Pontchartrain. M. Pujols a sous ses ordres un des meilleurs cuisiniers de la ville. Nous nous attendons à voir son établissement prendre rang parmi les plus renommés que renferme la Nouvelle Orléans.

Librairie.—MM. Michon et Desportes, 200 rue Royale, ont reçu dernièrement un magnifique lot de bijouterie religieuse, de médailles nouvelles or et argent, des bénitiers, etc., ainsi qu'un grand assortiment de couronnes en perles et en drap, de bouquets, etc., pour garniture de tombeaux. Ces articles, choisis avec un soin minutieux dans les meilleures fabriques de Paris, sont offertes au public à des prix très modérés.

MEXIQUE.

Le steamer *Orizaba*, arrivé hier, nous a apporté des journaux de Vera-Cruz jusqu'au 29 septembre et de Mexico jusqu'au 19. Une excellente lettre de notre correspondant trace un tableau fidèle de la situation du gouvernement et de l'attitude du peuple au Mexique. Nous y renvoyons nos lecteurs.

Un traité apocryphe entre le nouveau gouvernement du Mexique et celui des Etats Unis a été mis en circulation. Voici le résumé de cette curieuse convention que l'on disait avoir été conclue:

Alliance offensive et défensive entre les deux républiques. Les Etats-Unis soutiendront le gouvernement qui sera établi d'un commun accord.

Les Etats-Unis n'acquerront aucun nouveau territoire appartenant à la république mexicaine, et ils ne permettront à aucune autre puissance, à aucune faction d'en acquérir.

Les Etats-Unis prêteront à la république mexicaine trente millions de piastres, avec hypothèque sur les biens ecclésiastiques, que le clergé ne veuille ou ne veuille pas.

Les Etats-Unis établiront une banque au fonds de cent millions de piastres pour *aviso* des entreprises d'agriculture et de minerie.

Les Etats-Unis feront ensorte que l'immigration qui vient constamment chez eux, se dirige, à l'avenir, sur cette république.

Les Etats-Unis ouvriront, dans la république, les communication qui leur conviendront, soit par canaux, soit par chemins de fer.

Le présent traité sera ratifié par le président qui sera nommé en conséquence de la révolution.

M. Carrera a résigné, le 11 au soir, ses fonctions de président intérimaire et a remis le pouvoir entre les mains de M. le général Romulo Diaz de la Vega qui, après beaucoup d'hésitations, l'a accepté pour ne pas laisser la capitale dans l'anarchie. M. de la Vega a pris le titre de chef local de la révolution pour le District.

La position de M. Carrera, dit le *Trait d'Union*, n'était plus tenable; il n'a pouvait sortir que par un acte d'énergie, mais comme il était bien décidé à ne pas agir, il a augmenté fait d'abandonner la place. Les ressources pécuniaires surtout menaçaient de lui faire absolument défaut: l'emprunt n'ayant pas réussi, il s'était adressé, ces jours derniers, à la généralité du commerce et il s'était procuré quelques milliers de piastres contre la livraison de bons de douane et contre la promesse de l'adoption du tarif Ceballos; il avait également obtenu du clergé une avance de $50,000 qui s'étaient trouvées réduites à $42,000 par l'escompte; ces ressources momentanées sont probablement épuisées déjà.

La retraite de M. Carrera a été, paraît-il, précipitée par la nouvelle que le général Lascano, commandant les forces du Sud, avait adhéré au plan d'Ayutla pur et simple, en réprouvant les modifications opérées à Mexico. La garnison de la capitale n'a pas non plus tardé à suivre cet exemple. M. Carrera a publié, en se retirant, le manifeste suivant:

MANIFESTE DE M. LE PRESIDENT CARRERA.

MARTIN CARRERA A SES CONCITOYENS.

« En me séparant de la présidence de la république, je crois de mon devoir de donner une idée des motifs qui m'y ont obligé, et de donner également une idée des actes de mon administration.

« Comme vous le savez, en conséquence du mouvement politique effectué dans la capitale, le 13 du mois dernier, j'ai été nommé président le 14, et, le 15, j'ai prêté le serment. Des personnes bien intentionnées m'ont soutenu dans l'idée que cette démarche ferait tendre, sans violence, vers un centre commun, les intérêts de la révolution et ceux qui, sans lui être contraires, ne s'y trouvaient pas encore compris, intérêts graves, puisqu'ils constituent une partie considérable de ce qui forme notre société. Quelques uns se sont permis d'indiquer que ce ne sont pas les intérêts mais les passions politiques qu'il s'agissait de mêler et de confondre, prétendant que ce qui devait disparaître et ce qui venait régénérer formaient, par leur accord, un obstacle invincible au développement de la révolution; je n'ai jamais pu, pour ma part, me convaincre de cela, et je persiste à croire que s'il y a quelque chose à faire pour le profit commun, si l'on doit travailler à quelque chose qui ne compromette pas l'indépendance du pays, ce doit être sur la base de cette fusion de personnes et d'intérêts.

« Comme, pour la réalisation d'un but aussi important, du seul but, pour ainsi dire, que j'ai eu pour mobile, il me fallait le consentement et la coopération des chefs des forces prononcées, j'ai invité ces derniers à une réunion à Dolores, offrant de me conformer à leur volonté, et avec tant de loyauté, que dans les termes mêmes de mon invitation, j'ai dit: « qu'on ne tînt en rien compte de ma personne; je n'ai jamais eu d'ambition; je connais mon insuffisance et j'avais posé les circonstances; mais j'étais animé d'une intention pure, celle de réunir les éléments de cette société, qui se dispersaient violemment et d'éviter les malheurs résultant d'un changement dans lequel une multitude pensait avoir des injures à venger. J'étais également animé d'une volonté ferme, qui aurait été efficace, si je n'avais rencontré tant de froideur chez les uns, et une résistance positive chez beaucoup d'autres. Quelques départements accueillirent mon idée, et reconnurent le gouvernement établi à Mexico; d'autres le firent à demi, en compliquant la situation, et enfin les chefs des anciennes forces prononcées se refusèrent à l'invitation en s'rapportant à ce que décideraient S. E. M. le général Juan Alvarez. Déjà, comme je le devais, je m'étais d'avance adressé à ce chef, par notes et par l'envoi de commissaires qui ne pouvaient lui être suspects en rien. Après tant de temps écoulé, je n'ai pas encore eu de réponse officielle, et la bienveillante volonté manifestée que conclusent les lettres particulières qu'il a adressées à d'autres personnes, me font croire qu'il n'y aura pas de combinaison telle que je ne l'étais proposée, et telle que je la crois convenable à la révolution elle-même si, comme je le désire, elle doit donner des fruits salutaires et durables. Cependant, les besoins de mon gouvernement augmentaient, et les moyens d'y subvenir avaient été épuisés. Plus est mieux, leur comprennent que l'administration publique ne peut se soutenir un seul jour sans ressources. Le gouvernement passé, comme chacun le sait, a laissé le trésor à sec; ma position immédiate par elle-même, était encore plus précaire puisque, d'une part on me faisait une opposition que j'osais appeler systématique, et que, d'autre part dans l'état où je me trouvais, personne ne pouvait me fournir de ressources pécuniaires.

« Il me restait seulement à chercher de l'argent, au moyen de contrats onéreux; mais j'ai toujours été résolu à ne pas m'engager dans cette voie; plaise à Dieu que ceux qui me succèdent aient la même conviction et évitent l'abîme entre lequel sont tombés les pieds de l'homme qui fait la première victime de cette époque.

« En ce qui touche à ma politique, j'ose affirmer qu'elle a été conforme à la révolution. [illegible]

J'ai donné les démarches qui pouvaient la contrarier [illegible]

« Ce que je n'ai pas fait, c'est uniquement ce qui pouvait se déferer, afin de le mieux faire, ou ce qui mettait évidemment la révolution même en lutte avec ses propres intérêts bien calculés et avec le repos public; en moins, j'ai ainsi étonnement compris. Je me suis donné, donc, tout à la révolution, dans ses objets, et tout à la nation quant à ses intérêts; mais on a jugé, tout au contraire, que je suis un obstacle, et fidèle à ma promesse de me retirer aussitôt que je m'en aperceverais, je me démets de tout commandement.

« Mexicains! En me retirant de la présidence et de toute influence politique, je crois que vous me rendrez la justice de reconnaître que, suivant ma promesse, je n'ai pas fait verser une larme; que loin de mettre une digue à la révolution, j'en laisse la sphère élargie; que je n'ai créé, dans aucune des branches de l'administration publique, ni embarras ni intérêts qui rendent à celui qui me succédera la marche plus difficile; que j'ai laissé intact le dépôt sacré qui m'a été confié, sans avoir, pour cela, ni vexé ni opprimé personne, et qu'enfin j'ai rempli ma promesse de me retirer aussitôt qu'il ne me serait plus possible de concilier la volonté générale en ma faveur. Il est des époques solennelles pour les nations, où les plus grandes capacités sont complètement inutiles, et où elles ne peuvent être sauvées que par la coopération d'un peuple entier tout particulièrement assisté de la *Providence*; c'est par une de ces époques que passe aujourd'hui la malheureuse république de Mexique.

« La tranquillité et l'ordre public sont confiés au brave et honorable général en chef Romulo Diaz de la Vega, gouverneur du District et commandant général. Avec votre aide et celui de la garnison, sur je vous crois unis, ils se conserveront intacts; je l'espère ainsi dans votre propre intérêt et pour votre bonheur, et parceque de cette manière, vous rendre redoutables pour l'avenir, vous pourrez vous dédier, les uns à vos affaires, d'autres à organiser définitivement ce malheureux pays, et tous à contribuer à son crédit, à sa liberté et à son agrandissement.

« Mexico, 12 septembre 1855.—*Martin Carrera*.»

—Avant de se retirer de la présidence, M. le général Carrera a recommandé, par une circulaire, le respect des personnes et des propriétés des étrangers. Cet acte de sollicitude honore l'ancien président intérimaire.

—Le général Jose Vicente Minon a été nommé gouverneur du District fédéral.

M. le général Alvarez a dû arriver à Iguala le 18 septembre; on pensait qu'il suivrait sa route sur Cuernavaca; il était accompagné de M. Benito Juarez, et il avait sous ses ordres des forces considérables.

CORRESPONDANCE MEXICAINE.

Mexico, 19 septembre.

Messieurs les Rédacteurs de l'*Abeille*,

Vous verrez, par les nouvelles que vous apporte l'*Orizaba*, que la révolution traîne en une longueur déplorable. La cause de ce phénomène véritablement extraordinaire, c'est que les chefs de la révolution savent parfaitement qu'ils ne sont pas aussi forts qu'ils le paraissent. Quand Santa-Anna s'est enfui, il y avait encore 27,000 hommes de troupes gouvernementales sous les armes. Santa-Anna, je vous l'ai déjà dit, n'est pas tombé sous les coups de la révolution armée; il est tombé sous le coup de la révolution morale, de l'opinion. Si M. Carrera l'eût voulu, il avait pour se maintenir au pouvoir, une force irrésistible, car la force matérielle qu'avait l'ancien dictateur, il pouvait joindre celle que lui donnait l'opinion publique, bien mieux en sa faveur qu'en faveur des prononcés dont on redoutait l'approche. M. Carrera, malheureusement est un excellent homme, mais d'une faiblesse de caractère peu commune. Il a eu peur des railleries dont il a été l'objet dès son entrée au pouvoir; incapable de soutenir le poids qu'on avait mis sur ses épaules, il demandait tous les jours qu'à s'en débarrasser. Ce qui l'a surtout dégoûté, c'est que se livrant tout entier aux libéraux, il a été cottement et stupidement renié par eux. Le 12 de ce mois, il a donc renoncé à la présidence.

Vous vous rappelez sans doute que le 13 août, il y a eu deux prononciamientos à Mexico: celui du peuple, fait dans l'Alameda, proclamant le plan d'Ayutla pur et simple et nommant M. le général Romulo Diaz de la Vega, chef de la révolution pour la capitale et le District,—puis celui de la garnison qui a nommé M. Carrera président intérimaire à l'aide de quelques modifications au plan d'Ayutla primitif. La garnison l'avait emporté sur le peuple, et le peuple ou plutôt les purs exaltés, ne comprenant pas que la présence de M. le général Carrera au pouvoir était la meilleure garantie pour la révolution, n'a cessé de protester jusqu'à ce que le plus de la garnison de Mexico fût renversé.

La démission de M. Carrera a, en effet, produit ce résultat; mais il était à craindre que la garnison connaissant le mauvais vouloir du parti libéral exalté contre l'armée, ne profitât de la circonstance pour adhérer au plan de San Luis qui, vous le savez, proclame le maintien des droits de l'armée et du clergé. Cette question a été vivement discutée dans la réunion des chefs de la garnison; mais les esprits pacifiques, M. de la Vega à leur tête, ont réussi à faire rejeter le plan de San Luis, et les troupes se joignant à la manifestation populaire, ont adhéré au plan d'Ayutla pur et simple. M. le général de la Vega a donc repris le titre de chef de la révolution pour le District, que lui avait donné le prononciamiento du 13 août, et que la garnison lui a confirmé le 12 septembre. Le pouvoir de M. de la Vega ne s'étendant que sur la capitale et le District, il en résulte que la république est sans chef, mais que chaque département possède, de par le plan d'Ayutla, un petit sultan qui règne et taille à sa guise. Eh bien! malgré cela tout marche à peu près! Jugez comment les choses se passeraient partout ailleurs! Et l'on dit et répète, tous les jours, que le Mexique est difficile à gouverner!

La lutte a commencé dans les environs de San Luis Potosi, entre les deux extrêmes de la révolution MM. Haro, y Tamariz et Vidaurri. M. Haro représente la réaction des idées conservatrices, et M. Vidaurri les idées radicales nettement et franchement exprimées. On ne connaît pas encore les résultats des premiers coups qu'ont dû se porter les deux champions. L'opinion est pour M. Vidaurri, qu'on considère comme l'homme de l'avenir; sa franchise, son énergie de paroles et d'action qui diffère si bien du caractère mexicain ordinaire, l'ont rendu très-populaire; les sympathies lui sont acquises. Quant à M. Haro, les hommes du passé et récents encore, les militaires, les conservateurs et le clergé lui sont acquis; mais ces hommes quoiqu'ils fassent, ne réussiront qu'à engendrer la guerre civile, sans profit pour eux. M. Haro s'est démasqué trop tôt; il s'est perdu par sa faute.

Ce que je ne comprends pas, et ce qui n'est pas justifiable, c'est le retard inqualifiable qu'apportent les chefs de la révolution à se rendre à Mexico. Du temps de gouvernement du général Carrera, ils pouvaient redouter quelque hostilité et quelque danger, mais depuis l'avénement de M. de la Vega, ils n'ont même plus ce prétexte à invoquer. La révolution, livrée à elle même dans le centre de la république, y court des périls éminents; les conservateurs profitent de ces retards pour agir; ils croient, au moment où je vous écris de séduire quelques chefs de la garnison et de soulever un prononciamiento pour le plan de San Luis, qui a échoué le 12 septembre. Leurs arguments ne sont pas sans valeur, car ils disent aux généraux: « Il vous faut choisir entre Haro et Vidaurri; avec le premier, vous êtes maintenus dans vos grades; l'armée est maintenue; le second au contraire, s'est montré l'ennemi le plus acharné de la classe militaire et veut vous soumettre à des poursuites criminelles. Pourquoi donc hésitez-vous?» Ces arguments ont été sans force jusqu'à ce jour, mais les libéraux conservateurs aidant, ils pourront prévaloir d'un jour à l'autre, et alors, nous aurons la guerre civile dans Mexico même, car M. le général Vega, n'en doutez pas, restera fidèle à ses obligations, et il est sûr d'une partie des troupes. Ces malheurs qui nous menacent ce sont les chefs de la révolution qui auront causés par leurs retards à venir régulariser la situation.

Les conservateurs, pour discréditer Vidaurri, propagent le bruit qu'il veut vendre la république ou tout au moins les trois Etats des frontières du nord aux Etats-Unis. Vidaurri, que je crois honnête et patriote dans ses intentions, a pris la chose au sérieux, et il vient de charger deux avocats de Mexico de poursuivre en diffamation les journaux qui l'ont ainsi calomnié.

Je vous envoie un projet de traité d'alliance offensive et défensive qui, suivant la rumeur publique, aurait été négocié entre les Etats Unis et M. Comonfort, au nom de la révolution. C'est le Trait-d'Union qui a publié, ce matin, cet important document; depuis, on l'a fait autographier et il court les rues. Ce traité est-il une vérité ou un mensonge? je ne saurais l'affirmer, les uns, et le *Trait d'Union* avec eux, prétendent que c'est un ballon d'essai lancé par la légation américaine pour sonder l'opinion; d'autres attribuent cette pièce au parti conservateur qui voudrait soulever le patriotisme du pays contre la révolution; je ne sais moi-même qu'en penser, mais le projet dans son ensemble, a été parfaitement accueilli, et j'ai entendu une foule de Mexicains les plus honorables faire des vœux pour sa réalisation, ce ne sont pas des hommes éclairés et désintéressés des Etats-Unis.

L'article qu'a publié l'*Abeille* le 29 août dernier sur le rôle que doivent adopter les Etats-Unis vis à vis du Mexique a été reproduit par notre journal français et par plusieurs feuilles mexicaines, et il a fait sensation parmi la population.

De graves événements ne seront très probablement passés d'ici à ma prochaine correspondance.

Terre-Neuve.—L'île de Terre-Neuve est assurément l'une des plus riches du globe, si on fait l'estimation du produit de ses côtes. [illegible]

CHRONIQUE LOCALE.

Meeting.—Le parti Américain a eu, hier soir, à Alger, un grand meeting. L'assemblée était présidée par l'honorable Ma[illegible] J. Garcia.

Vice-présidents: Wm Bervais, J J Fletcher, Wm Garrard, Sherman Thomas, Emile Rose, [illegible] [illegible]

Secrétaires: Manuel Garcia Jr, Morgan Hawes.

L'assemblée a été haranguée par MM. Eustis, Stewart, Hunstead et d'autres orateurs—L'heure avancée à laquelle le rapport nous est parvenu ne nous permet pas de donner même un sommaire des discours.

Théâtre Pélican.—Plusieurs amateurs donneront, ce soir, au théâtre Pelican, une représentation au bénéfice de Mlle Schoolcraft.

Coups de poignard.—M. Joseph Hernandez, député commissaire des rues, a porté un coup de couteau, lundi soir, à M Jacques Depres qui demeure rue des Français, entre Grande Hommes et Craps. Il paraît que Mme Depres se trouvait dans un magasin de comestibles, près de chez elle; M. Hernandez dit ou fit en présence un geste indécent. Lundi soir, tandis que M. Hernandez passait, Mme Depres lui reprocha de l'avoir insultée; M. Hernandez fit une réponse des plus inconvenantes. Le mari de la dame, qui entendit ces paroles, vint sur le trottoir et une querelle s'éleva entre lui et M. Hernandez.—Celui-ci tira alors un poignard dont un coup frappa M. Depres au côté gauche de l'estomac, au cou, près de la veine jugulaire, et au bras droit. On ne croit pas que les blessures soient mortelles. La police n'a pas encore arrêté l'accusé.

—Hier, à 1 heure de l'après-midi, Patrick Mullen, Irlandais, a été poignardé, dans un café du [illegible] Girod et Front Levee, par le célèbre Irlandais Charles Fitzsimmons. Mullen aperçut un étranger causant avec Fitzsimmons dont il connaissait le caractère et conseilla à l'étranger de se retirer. Fitzsimmons devint furieux et, avant qu'on eût pu l'arrêter, s'élança sur Mullen et lui enfonça un couteau à la Bowie dans le ventre. Le malheureux a été transporté à l'hôpital de Charité; le médecin ne pense pas pouvoir le sauver. Fitzsimmons est en prison. Il était sorti, samedi dernier, de la maison de travail où le recorder du premier district l'avait envoyé comme dangereux et suspect.

—Une demi heure plus tard, un Irlandais du nom de Thomas Baxter recevait un coup de ciseau au ventre et un entre à la poitrine. La rixe a eu lieu dans un cabaret de l'encoignure Annonciation et Thalie. Le prévenu est Anglais et se nomme Henry B. Meredith; les agents l'ont arrêté. Il dit qu'il a fait que se défendre; que Baxter le menaçait depuis longtemps et ne s'est servi du ciseau qu'après que Baxter l'eut assailli—Baxter est très grièvement blessé.

Incendie.—Un misérable a mis le feu, dans la nuit de lundi, à la cuisine de la maison qu'habite M. L. Pascal, rue Robertson. On a réussi promptement à étouffer les flammes. Les dégâts sont insignifiants.

Meurtre.—Samedi, à quatre heures de l'après-midi, Wm Fox, Irlandais, a été blessé, au coin des rues Claiborne et Cite, par John Mitchell, Irlandais. Il est mort hier soir. Le coroner a pratiqué la levée du corps.

Les témoignages ont établi que Fox aidait un nommé Donegan son beau frère, à entourer le terrain de ce dernier. Le terrain touche à la maison de Mitchell. Celui-ci, qui est conducteur de drays, avait construit, pour faire passer ses voitures, un pont qui s'appuyait sur un coin du terrain. [illegible] Fox lui dit qu'il n'avait pas le droit de se servir de la propriété des autres. « Je le ferai tant que cela me plaira,» répliqua Mitchell qui accompagna ces mots d'une épithète insultante. Fox s'approcha de lui et s'écria, en faisant un geste menaçant, qu'il le châtierait s'il osait employer le même langage. Mitchell le frappa. La bataille commença; Fox arracha le fouet des mains de Mitchell, lui en administra plusieurs coups sur la tête et lui déchira la chemise. Mitchell courut chez lui et sortit avec un fusil à deux coups, mais Fox avait déjà fui, abandonnant son champ sur le trottoir. Il revint peu après pour prendre le chapeau que Donegan avait ramassé et lui apporta. Mitchell sortit de nouveau avec le fusil. Fox le mit au défi de tirer; Mitchell tira et Fox reçut la balle dans le ventre.

Fox fut transporté chez lui, Mitchell partit en disant qu'il allait se constituer prisonnier entre les mains de la police, mais on ne l'a pas aperçu au poste et il est probable qu'il a quitté la ville.

Devant la 1re cour.—L'officier De Courcey arrêta dernièrement, dans le Premier District, un individu qui avait assommé le nommé Patrick Lamb. Tandis qu'on le conduisait au poste, Nicholas Kelly, Irlandais, l'arracha des mains de l'officier et, malgré la résistance de ce dernier, déposa son compatriote dans une embarcation qui traversa le fleuve—Le coupable et son ami Kelly ont été arrêtés à Gretna. Kelly a comparu hier devant le recorder Bright et n'ayant pas pu fournir un cautionnement pour répondre de sa comparution devant la Première Cour de District, a dû prendre le chemin de la prison.

Dégât de liqueurs.—J. Owens, propriétaire d'une grocerie située à l'encoignure Tchoupitoulas et Prytania, a été arrêté hier à la demande du sergent Morrill, qui l'accuse d'avoir vendu une bouteille de whiskey au nègre Robert Moore appartenant à M. J. Lewis. Lorsque l'officier est entré chez Owens, celui-ci a demandé de lui tendre la tête s'il ne se retirait pas immédiatement, mais M. Morrill ne s'est pas laissé intimider—Cautionnement de $1000 en attendant l'interrogatoire.

—M. Lee, qui tient un magasin de comestibles dans la rue Baronne, près Girod, devra bientôt répondre à l'accusation d'avoir vendu une bouteille d'eau de vie au nègre Jackson, sans le consentement de M. D. H. Fowler, son maître.

Coups de poing, &c.—Une rixe a eu lieu hier matin, à la pension tenue par Thomas Hawthorne, à l'encoignure Hôpital et Levée, entre quelques boxeurs de la rue Gallatin. Des nez ont été aplatis, des figures meurtries et des yeux pochés. Richard Donnell qui a reçu un coup de couteau à la cuisse et des blessures à la tête, est dans un état assez alarmant. Il s'est présenté, hier au soir, devant le recorder du Deuxième District. Il a accusé Hawthorne et les autres d'avoir vu sa tuer—Arrestation de Hawthorn et consentement.

—La police a arrêté hier, dans la rue Bourgogne, Michael Dare et Jeremiah McCarty, qui ont assailli et presqu'étranglé Eliza Foster. Ils ont ensuite menacé de la tuer.

—John Jefforde, encoignure Rousseau et Toulouse, déclare que Dennis Buckley, son voisin, s'a terrassé d'un coup de poing, samedi soir, et lui a meurtri la figure à coup de botte—Ordre d'arrestation.

Conseil de Ville.

Conseil des assistants aldermen—Réunion à l'heure accoutumée.

Le trésorier annonce qu'il y avait en caisse, lundi soir, $64. 19—Référé au comité de finances.

Lettre du commissaire des rues annonçant que le mob lier d'un bureau avait été saisi par M. J. C. Stewart pour ce que lui doit la ville—Référé au comité de finances.

Lettre du chef des pompiers, recommandant divers allocations pour les pompes et la pompe à vapeur—Référés au comité de l'incendie.

Le Conseil adopte plusieurs résolutions des Aldermen; à l'exception de celle qui autorise M. Ferber à exposer, sans acquitter de licence, le tableau représentant la bataille de la Nouvelle Orléans.

Résolution autorisant le commissaire des rues à paver en briques ou en cailloux carrés une partie des trottoirs de la rue Tchoupitoulas, aux frais des propriétaires du voisinage—Référée au comité des rues et débarcadères.

Le rapport du comité de finances et celui du comité judiciaire sont adoptés.

Rapport du comité réglant le tarif du shérif—Adopté et transmis aux aldermen.

Rapport du comité relativement à la malpropreté de la maison de refuge et recommandant une allocation—Adopté.

Le Conseil s'ajourne à vendredi soir.

FEUILLETON.

LES MOHICANS DE PARIS.

PAR ALEXANDRE DUMAS.

CHAPITRE XI.

OÙ M. GÉRARD SE RASSURE.

M. Gérard poussa un cri de terreur. De jaune et flasque qu'elles étaient, ses joues devinrent vertes et pendantes. Il laissa tomber sa tête sur sa poitrine et fit tout bas le vœu d'être à cent pieds sous terre.

—Nous disons donc, continua M. Jackal, que M. Sarranti est innocent et que vous êtes le seul et unique coupable.

—Grâce! M. Jackal, s'écria M. Gérard en tremblant de tous ses membres et en tombant aux pieds de l'homme de police.

M. Jackal le regarda un instant avec ce suprême dégoût que les hommes de police, les gendarmes et les exécuteurs ont en général pour les lâches.

Puis, sans lui tendre la main, car on eût dit qu'en touchant cet homme M. Jackal craignait de se souiller:

—Allons, dit-il, relevez-vous et ne craignez rien. Je ne viens ici que pour vous sauver.

M. Gérard releva la tête d'un air effaré. Sa physionomie offrait un singulier mélange d'espérance et de terreur.

—Me sauver? s'écria-t-il.

—Vous sauver, cela vous étonne, n'est-ce pas? dit M. Jackal en haussant les épaules, que l'on s'occupe de sauver un homme aussi misérable que vous? Je vais vous rassurer M. Gérard. On ne vous sauve que pour perdre un honnête homme. On n'a pas besoin de votre vie à vous, mais on a besoin de sa mort, et l'on ne peut le tuer qu'en vous laissant vivre.

—Ah! dit M. Gérard. Oui, oui, je crois vous comprendre.

—En ce cas, dit M. Jackal, tâchez que vos dents ne claquent plus, ce qui vous empêche de parler, et contez-moi l'affaire dans ses détails les plus minutieux.

—Pourquoi cela? demanda M. Gérard.

—Je pourrais ne pas vous dire pourquoi, mais vous essayeriez de mentir. Eh bien, c'est pour en faire disparaître les traces.

—Les traces... il y a donc des traces? demanda M. Gérard en ouvrant démesurément ses petits yeux.

—Je crois bien, qu'il y en a!

—Mais lesquelles?

—Bon, lesquelles! Il y a d'abord votre nièce.

—Ma nièce, elle n'est donc pas morte?

—Non, Mme Gérard l'a mal tuée à ce qu'il paraît.

—Ma nièce, vous êtes sûr qu'elle vit?

—Je la quitte et je dois vous avouer que votre nom, mon cher Monsieur Gérard, et surtout celui de votre femme, a produit, sur elle un assez pitoyable effet.

—Elle sait donc tout alors?

—C'est probable, car elle pousse des cris de désespoir au seul nom de sa bonne tante Orsola.

—Orsola! répéta M. Gérard, frissonnant comme sous le coup d'une décharge électrique.

—Voyez, reprit M. Jackal, ce nom vous fait un certain effet à vous même. Jugez de celui qu'il doit faire à la pauvre enfant! Eh bien, de même qu'il faut à tout prix que cet enfant, qui peut parler à chaque instant, se taise, de même il faut écarter tous les indices compromettants pour vous. Voyons, M. Gérard, je suis un juste et aucun bon médecin, j'ai l'habitude de trouver les remèdes quand je connais les symptômes des gens auxquels j'ai affaire. Contez-moi donc votre triste histoire dans ses détails les plus minutieux. Le plus petit fait, indifférent en apparence, oublié par vous, peut démolir tout notre plan. Parlez donc comme si vous aviez devant vous un médecin ou un prêtre.

M. Gérard, comme tous les animaux de ruse, avait au plus haut degré l'instinct de sa conservation. L'acteur [illegible] de toutes les feuilles politiques, il avait dévoré sur les journaux royalistes les plus furieux articles inséré par ce [illegible] M. Sarranti. Dès lors, il s'était senti protégé par une main invisible; il avait, comme une chose, protégée par Minerve, combattu dans l'ignorance. M. Jackal venait de le confirmer dans cette confiance.

Il comprit donc qu'il n'avait vis-à-vis de M. Jackal, qui venait à lui en allié, nul intérêt à se taire et tout intérêt au contraire à avouer.

Il ne se fit donc, [illegible] lui avait fait à l'abbé Dominique, à [illegible] ce même [illegible] et, réchappant l'arrestation de M. Sarranti, il avait été réclamer sa confiance à son confesseur.

—Ah! j'y suis maintenant, s'écria M. Jackal je comprends tout.

—Comment! dit M. Gérard terrifié, vous comprenez tout; mais en venant ici, vous ne saviez donc rien?

—Pas grand'chose je l'avoue, maintenant cela vous est donné.

Puis s'accoudant sur le bras de son fauteuil il bâtonna longtemps son menton sur sa main, [illegible]

virent [illegible] conviction que l'abbé Dominique était encore sous le secret [illegible]

—Diable d'abbé, murmura-t-il, je [illegible] le comprends [illegible]

—Oh! mais, il est parti pour Rome, s'écria M. Gérard, l'abbé Dominique est parti pour Rome?

—Oh! mon Dieu oui!

—Et qu'est-il allé faire à Rome?

—Mon cher M. Gérard, il n'y a qu'un homme qui puisse relever l'abbé Dominique du secret de la confession.

—Oui! le pape.

—Et bien il est allé demander au pape de le relever de ce secret.

—Oh! mon Dieu!

—C'est pour avoir le temps de faire le voyage qu'il a demandé et obtenu du roi un sursis.

—Mais je suis perdu, alors! s'écria M. Gérard.

—Pourquoi cela?

—Le pape lui accordera sa demande.

M. Jackal secoua la tête.

—Non! vous croyez que non?

—J'en suis sûr, monsieur Gérard.

—Comment en êtes vous sûr?

—Je connais Sa Sainteté.

—Vous avez l'honneur de connaître le pape?

—Comme la police a l'honneur de tout connaître, Monsieur Gérard, comme elle a l'honneur de savoir que M. Sarranti est innocent, et que vous êtes coupable.

—Eh bien?

—Eh bien le pape refusera.

—Il refusera?

—Oui, c'est un moine jovial et entêté, qui tient à léguer son pouvoir temporel et spirituel à son successeur, tel qu'il l'a reçu de son prédécesseur. Il trouvera quelque loi sur lequel appuyer son refus, mais il refusera.

—Ah! monsieur Jackal, s'écria M. Gérard retombant dans son premier tremblement, si vous alliez vous tromper....

—Je vous répète, mon cher monsieur Gérard, que votre salut m'est nécessaire. N'ayez donc aucune crainte, et continuez vos œuvres philanthropiques comme à l'ordinaire, seulement rappelez-vous ce que je vais vous dire. Il peut venir demain, après demain, aujourd'hui, dans une heure, telle ou telle personne qui voudra vous faire parler, mais [illegible] autorisée à le faire, qui vous dira, comme je l'ai dit: « Je sais tout!» ne lui répondez rien, Monsieur Gérard, ne lui avouez pas même un de vos péchés de jeunesse, riez lui au nez; il ne saura rien. Nous sommes quatre en tout qui connaissons le crime: vous, moi, votre nièce et l'abbé Dominique.—M. Gérard fit un mouvement, l'homme de police l'arrêta.—Personne que nous ne doit le connaître, tenez-vous donc sur vos gardes et ne vous laissez pas surprendre. Niez, niez effrontément, niez à mort, fût-ce au procureur du roi, niez quand même, je vous soutiendrai au besoin, c'est mon état!

Il est impossible de rendre l'accent avec lequel M. Jackal prononça ces trois dernières mots.

On eût dit qu'il se méprisait autant qu'il méprisait M. Gérard.

—Mais, s'empressa de dire M. Gérard, si je m'éloignais, Monsieur, qu'en pensez-vous?

—C'est pour cela que vous voulez m'interrompre tout-à-l'heure? Je l'avais deviné.

—Eh bien?......

—Eh bien, vous feriez une sottise.

—Si je passais à l'étranger?

—Vous, quitter la France, île ingrat, vous, abandonner le troupeau de pauvres que vous nourrissez dans ce village, mauvais pasteur, y songez-vous sincèrement! Mon cher Monsieur Gérard, les malheureux de ce bourg ont besoin de vous; je puis avoir besoin de vous, moi même; je compte faire un de ces jours ou plutôt une de ces nuits une promenade dans le célèbre château de Viry, je recherche donc, en ce cas, des compagnons de voyage, des gens aimables comme vous, gais comme vous, vertueux comme vous. Eh bien! je compte vous inviter sous peu à cette petite promenade, je m'en fais une fête, car cette promenade aura, pour moi de moins, une véritable partie de plaisir, acceptez-vous? cher Monsieur.

—Je suis à vos ordres, répondit à voix basse M. Gérard.

—Mille fois trop bon! dit M. Jackal.

En tirant sa tabatière de sa poche, il y prit une prise copieuse, qu'il aspira avec volupté.

M. Gérard crut que tout était fini, et se leva le front pâle, mais le sourire sur les lèvres.

Il s'apprêtait à faire les honneurs de la conduite à M. Jackal, mais celui-ci, le regardant et s'apercevant de l'erreur:

—Oh! non, non, dit-il en secouant la tête, non Monsieur Gérard, je n'en suis encore qu'à la moitié de ce que j'ai à vous dire. Cher Monsieur Gérard, rasseyez-vous et écoutez-moi.

(*A continuer.*)

Assemblée du parti Américain.—Il y aura, lundi prochain, 1er octobre, un meeting et un barbecue à la Pointe-à-la-Hache, sur la plantation de M. Pierre Collette. Le bateau à vapeur Mobile partira à 6 heures du matin, du wharf qui fait face au bureau du "Good Intent Towboat Company", bâtiments Marigny, troisième District.—L'assemblée sera haranguée par

MM CHS DERBIGNY,
GEO EUSTIS Jr
J M DUCROS
L DUVIGNAUD.

Plusieurs autres orateurs se feront entendre. Le public est invité à assister au meeting.

CANDIDATS
Du Parti Américain de la Louisiane
AUX PLACES DE L'ETAT.

POUR GOUVERNEUR:
CHARLES DERBIGNY,
DE JEFFERSON.

POUR LIEUTENANT-GOUVERNEUR:
LOUIS E. TEXADA,
DE RAPIDES.

POUR SECRETAIRE D'ETAT
ROBERT C. BEALE,
D'EST BATON ROUGE.

Pour Trésorier:
J. V. DURALDE,
D'OUEST BATON ROUGE.

Pour Auditeur:
WALTER BOSSMAN,
DE CLAIBORNE.

Pour Avocat-Général:
RANDELL HUNT,
D'ORLEANS.

Pour Surintendant de l'Instruction:
O. D. STILLMAN,
D'OUACHITA.

SENAT.
Premier District—GEORGE EUSTIS Jr.
Second District—THEODORE G. HUNT.
Troisième District—PRESTON POND Jr.
Quatrième District—WILLIAM R. LEWIS.

OFFICIERS DE PAROISSE.
Pour Shérif—JOSEPH HUFTY.
Pour Coroner—CHARLES N. OLIVIER.
Pour Avocat de District—M. A. FOUTE.

GREFFIERS DE COURS.
Première Cour de District—N. TREPAGNIER.
Seconde Cour de District—P. S. WILTZ.
Troisième Cour de District—HENRY HEROU.
Quatrième Cour de District—J. B. WALTON.
Cinquième Cour de District—Wm A. JOTT.
Sixième Cour de District—W. H. BEEAN.

ASSESSEURS.
FRANCIS TURNER.
THEODORE DUREL.
JOHN T. DUFOUR.
JOHN A. WATKINS.

COLLECTEURS DE TAXES.
Premier District—THOMAS ASKEW.
Second District—JOSEPH HERNANDEZ.
Troisième District—DUVERNEY FARRAR.
Quatrième District—GEO MERRIMEN.

JUGES DE PAIX.
Premier Justice—D. F. MITCHELL.
Seconde Justice—C. H. BRADFORD.
Troisième Justice—ED. RICHARDSON.
Quatrième Justice—[illegible]
Cinquième Justice—WM. PILES.
Sixième Justice—
Septième Justice—G. W. DUFOND.

CONSTABLES.
[illegible]
Septième Cour de Justice—LEVI GOLDING.

Le soussigné, sixième cousin, est candidat à la place de Troisième Juge de Paix. L'élection a lieu le 5 novembre prochain. RICHD. RICHARDSON.

LEON PIERRE & Co ont transporté leur magasin de cuirs, provisoirement, au No 56, rue Conti, et ils sont préparés à fournir tout ce qui est nécessaire à leurs clients. 24 sept—6

Perdu. Dans l'incendie du 20 courant, un portrait d'homme en miniature. Une récompense de dix piastres sera donnée à la personne qui le rapportera chez le Dr Lemonnier rue Conti No 20.

Restaurant de Bordeaux. Rue Champs-Elysées, No 5, Face au dépôt du chemin de fer Pontchartrain. Le soussigné a l'honneur d'annoncer à ses amis et au public en général qu'il ouvrira le susdit établissement le 2 OCTOBRE PROCHAIN. 26sept—10f P. PUJOLS.

Bonne occasion. Vitrieres et installations de magasin à vendre, avec privilège du bail de la maison, s'adresser rue Vieille Levée, No 166, près le marché aux poissons, chez M. VALLIERES. 26 sep—4

AVIS AUX DAMES. Michon & Desportes, libraires, 200 Rue Royale, Nlle Orléans; 5 Faubourg Montmartre, Paris. Invitent respectueusement les dames de la ville et de la campagne à venir visiter leur magnifique assortiment de Librairie religieuse reçu par le dernier navire Malhouse. [illegible]

Barbecue du parti Américain, A LA POINTE A LA HACHE, Sur la plantation de M. Pierre Collette, Lundi 1er octobre. Le bateau à vapeur MOBILE partira à 6 heures du matin, du wharf qui fait face au bureau du "Good Intent Boat Company," bâtiment Marigny, Troisième District. MM. CHAS DERBIGNY, GEORGE EUSTIS Jr, J. M. DUCROS, LOUIS DUVIGNAUD et d'autres orateurs haranguerons l'assemblée. Le public est invité à assister au meeting.

Falleció ayer á las ocho y media de la noche, JOSE CAUTILLO Y CANETE, de edad de 33 años, natural de Montemayor, (Provincia de Córdova España) Sus amigos y conocidos quedan invitados a asistir á su entierro que tendrá lugar esta tardé á las 4 1/2. Su cadaver saldrá de la calle Real, No 116.

Décédé hier, à huit heures et demie du soir, à l'âge de 33 ans, JOSE CAUTILLO, y CANETE, natif de Montemayor, Province de Cordova (Espagne). Ses amis et connaissances sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi, à 4 heures et demie. Le convoi partira de la rue Royale, No 116.

MAGASIN DE NOUVEAUTÉS 238 rue Bourbon. [illegible]

J. J. ALBERT. AUX MARCHANDS DE LA CAMPAGNE! [illegible] 33, rue de Chartres. [illegible]

COLLEGE DES JESUITES, ENCOIGNURE COMMUNE ET BARONNE. Les classes seront ouvertes dans ce collège, lundi prochain premier octobre. [illegible] 25 sept—6

Société Catholique Pour l'instruction des orphelins dans l'indigence. [illegible] ARMAND LANUSSE.

Avis de société. [illegible] PAUL CHOPPIN, PIERRE CHAZAL.

GIQUEL & JAMISON, 19, RUE DE CHARTRES, [illegible]

Nouveautés. Nouveautés. [illegible] P A HEBRARD, No 116 Canal, près Royale.

LA MAISON LELIEVRE, LIBRAIRE, 210, rue Royale, [illegible]

Académie d'écriture et tenue des livres de Dolbear, 106 Rue du Canal 106. [illegible] RUFUS DOLBEAR.

Parfumerie fine de Paris! [illegible]

Grand chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, des Opelousas et de l'Ouest. Arrangements pour l'été. [illegible] A. B. SEGER, vice-président.

MAGASIN DE TAPIS, 18, RUE DE CHARTRES. [illegible] A. BROUSSEAU & Co. 19 rue de Chartres.

Avis de Société. La maison HENRY STADEKER et HENRY MEELENBERGER [illegible]

Dr. DENEUFBOURG, Bureau et résidence à l'angle des rues Annonciation et Richard, 1er District.

Southern Institute. [illegible]

SOIERIES, DENTELLES, &c. &c. Magasin à bon marché DE HARBY, 185 RUE DU CAMP 185. [illegible] HORACE HARBY.

Change sur la Havane. [illegible] J. M. CABALLERO.

Louis F. Maxent, MARCHAND COMMISSIONNAIRE, Importateur de Vins de Bordeaux, [illegible]

MAGASIN DE TAPIS! No. 19, RUE DE CHARTRES. [illegible] A. BROUSSEAU & Co.

MARCHANDISES D'HIVER! DUREL & KUNTZ, [illegible] Rue Royale.

69,500 CIGARES de la Havane, [illegible] J. M. CABALLERO.

Ouverture de la saison. [illegible] A. STURZENEGGER & STIERER.

Bureau des Commissaires de la dette consolidée de la Nouvelle-Orléans. Nlle-Orléans, 1er août 1855. [illegible] Jno L. LEWIS, maire. OVIDE DE BUYS, contrôleur. W. H. GARLAND, trésorier. E. H. DURELL. J. KAGER. C. S. LEE, secrétaire.

GRAND EXPRES De la Nlle-Orléans, des Opelousas et de l'Ouest. [illegible] STARR & JONES.

Théâtre d'Orléans. [illegible] S. SAINT-CYR, contrôleur.

INSTITUT MILITAIRE DU KENTUCKY. [illegible] P. DUDLEY, Président du Conseil.

GODCHAUX FRERES, 107 & 108, rue Vieille Levée. [illegible]

Avis aux marchands. H. CLOSTERMANN & Co, 44 rue de Chartres. [illegible]

LAGAY & LECANU, 36, rue de Chartres, **Importateurs de confections.** [illegible]

P. A. HEBRARD, 118, rue du Canal, près Royale, [illegible]

P. MALLARD, 89 RUE ROYALE, [illegible]

Apprenez l'anglais!!! [illegible]

Aux Sucriers—Sorgho! Sorgho! [illegible] S. GUINAULT.

Appareil de Distillation. [illegible]

$250 RECOMPENSE. [illegible] LANAUX & REINE, 12 rue Conti.

$10 de recompense. [illegible]

Compagnie d'assurances de la Nlle Orléans. Nouvelle Orléans, le 17 septembre 1855. Les directeurs ont aujourd'hui déclaré un dividende de dix pour cent, [illegible] J. TUYES, Président.

AUX FAMILLES. MESSIEURS D. POINCY & Co. [illegible]

CITY HOTEL, Nlle-ORLEANS. [illegible] E. S. MORSE, Propriétaire.

Bureau de la Société Howard, No 30, rue du Canal. [illegible] D. I. RICARDO, Secrétaire.

INSTITUTION DE G. BOYER. Les classes de cette institution sont réouvertes depuis le 3 septembre.

Académie Jefferson, SOUS LA DIRECTION DE G. J. LORD, No 59, rue Bourbon, Nlle Orléans. [illegible]

PENSIONNAT ET EXTERNAT DE DEMOISELLES, Dirigé par Mme FAHNEY, [illegible]

A LOUER. [illegible]

PAPIERS PEINTS. DELCROIX, 106, rue Chartres, [illegible] DELCROIX, 106, rue Chartres.

GRAINES FRAICHES DE JARDINAGE, [illegible] S. DOUR, No 32, rue Conti.

LIBRAIRIE FRANCAISE, 56, RUE DE CHARTRES. Reçu par le Malhouse, plusieurs caisses de livres français, notamment: Lamartine—Histoire de la Russie. Lecture pour tous. J. Janin—Littérature dramatique. A. de Musset—Œuvres complètes. S. Augustin—Cité de Dieu. Schiller—Théâtre. Goethe—Mémoires. Em. David—Œuvres. Mme de Motteville—Mémoires. G. Ferry—Scènes de la vie mexicaine. Leone Valon—Rois de France. Mme de Grandfort—L'Autre Monde. Méry—Une nuit du midi. Eug. de Mirecourt—Contemporains. Nouveautés en grand nombre, Brochures pour rire. 17 sept A. PAYA & Co.

Vente à perte de Marchandises sèches. [illegible] LAROUSSINI & Co.

A VENDRE d'importations directes [illegible] THOMAS PINET & Co, 53 Vieille Levée.

F. RIMAILHO & Co., 89, rue de Chartres, entre Bienville et Conti, IMPORTATEURS [illegible]

Chapeaux, Bottes, Souliers et Brodequins. [illegible] J. M. GOULD & Co, No 9, rue des Magasins.

LE NORD. L'agence de ce nouveau et remarquable journal, édité à Bruxelles (en Belgique) [illegible] LOUIS SCHWARZ.